



Industrie
Canada

Industry
Canada

Indicateurs économiques mensuels

Mars 2005

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h_ra01898f.html

Canada 

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Mars 2005

FAITS SAILLANTS

 La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel ralentit et se fixe à 1,7 % au quatrième trimestre, en raison surtout de la baisse des exportations.

 L'emploi progresse en février, mais le taux de chômage reste le même, soit 7,0 %. Dans le secteur de la fabrication, le nombre d'emplois diminue encore, et l'industrie de la construction subit son premier recul depuis septembre.

 Les exportations de marchandises fléchissent en janvier à la suite d'une baisse des exportations de produits énergétiques. L'excédent commercial se contracte par rapport à décembre.

 Aux États-Unis, la croissance du PIB réel au quatrième trimestre est révisée à la hausse (3,8 %) par rapport aux estimations anticipées (3,1 %).

 Dans le rapport Consensus Forecasts, la croissance pour le Canada en 2005 est révisée à la baisse de 0,2 point de pourcentage (2,6 %), alors que la croissance aux États-Unis est révisée à la hausse de 0,2 point de pourcentage (3,8 %).

 La croissance de la productivité du travail s'établit en moyenne à 0 % au Canada en 2004 contre 4,0 % aux États-Unis, ce qui accentue l'écart de productivité entre les deux pays.

 Le dollar canadien reprend un peu de vigueur depuis quelques semaines, malgré l'élargissement de l'écart négatif entre les taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis.

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis		
		le mois dernier	l'an dernier	
PIB réel (En milliards \$ 1997)	1 058,9	0,2	2,9	Déc.
Biens	333,8	0,4	3,3	Déc.
Services	726,1	0,2	2,7	Déc.
Indice composite	201,6	0,2	6,4	Janv.
Emplois (En milliers)	16 084	0,2	1,5	Févr.
Temps plein	13 118	0,2	1,7	Févr.
Temps partiel	2 966	0,2	0,9	Févr.
Chômage* (En %)	7,0	7,0	7,3	Févr.
Jeunes*	12,3	12,8	13,9	Févr.
Adultes*	6,0	5,8	6,0	Févr.
Inflation mesurée par l'IPC*	2,0	2,1	1,2	Janv.
Ventes au détail (En M\$)	29 180	-1,4	6,6	Déc.
Mises en chantier (En milliers)**	214,9	5,3	-2,9	Févr.
Balance commerciale* (En M\$)	4 006	5 209	4 979	Janv.
Exportations	35 884	-1,6	11,3	Janv.
Importations	31 878	1,9	16,9	Janv.
M&M	8 750	1,6	11,7	Janv.

	Février		
	23 mars***	2005	2004
Papier comm. à trois mois (En %)*	2,68	2,57	2,25
Rendement des obligations à long terme (En %)*	4,47	4,28	4,41
Dollar canadien (En cents US)*	82,20	81,07	74,87

*Données en niveaux seulement - la variation en % n'est pas exprimée.

**Société canadienne d'hypothèques et de logement.

***Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada. Toutes les autres données proviennent de Statistique Canada.

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h_ra01898f.html

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Mars 2005

TABLES DES MATIÈRES	Page
L'économie	
<i>Comptes économiques et comptes financiers nationaux</i>	3
<i>Taux d'utilisation de la capacité</i>	4
<i>Comptes internationaux</i>	5
<i>Productivité et compétitivité</i>	6
<i>PIB réel par industrie</i>	7
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	9
<i>Investissements des entreprises</i>	10
<i>Logement</i>	11
<i>Commerce et compétitivité</i>	12
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	13
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	14
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	15
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	16
<i>Taux d'intérêt à court et à long terme</i>	17
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	18
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	19
Rapport spécial	
<i>Investissements dans les machines et le matériel</i>	20
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	22

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 23 mars 2005. Il a été préparé par Jean-François Arsenault, Éric Chalifoux, Stéphane Crépeau, Kevin Koch, Sue Moore et François Rimbaud de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Hossein Rostami. La traduction a été faite par Lucie Larocque et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf.

Parmi les sources d'information utilisées, notons en particulier Statistique Canada, la Banque du Canada, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, l'Association canadienne de l'immeuble, le Conference Board du Canada, le Bureau of Economic Analysis des États-Unis et le Bureau of Labor Statistics des États-Unis. À moins d'indication contraire, les données des graphiques et des tableaux proviennent de Statistique Canada.

Veillez adresser vos commentaires à Hossein Rostami au 613-995-8452 ou, par Internet, à rostami.hossein@ic.gc.ca.

ISSN 1206-2596



Comptes économiques et comptes financiers nationaux

Les exportations freinent de nouveau la croissance au quatrième trimestre...

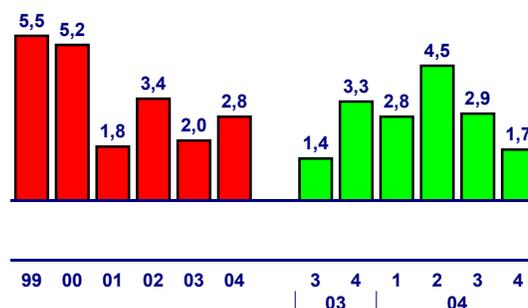
- Au quatrième trimestre, le produit intérieur brut (PIB) réel s'est accru de 1,7 % (taux annuel) après avoir gagné 2,9 % au trimestre précédent.
- Les dépenses de consommation et les investissements des entreprises dans les machines et le matériel se sont redressés au quatrième trimestre, avançant de 4,1 % et de 14,4 %, respectivement.
- Les stocks accumulés des entreprises se sont chiffrés à 22,4 milliards de dollars au quatrième trimestre, soit le niveau le plus élevé jamais observé et une hausse de 4,2 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent.
- Les exportations se sont repliées de 3,5 % au quatrième trimestre après avoir enregistré un recul de 3,4 % (taux révisé à la baisse) au troisième trimestre. Les importations ont augmenté de 8,4 % au quatrième trimestre.

...tandis que la saine progression des revenus se poursuit

- Les bénéfices des entreprises avant impôts se sont accrus de 6,0 %, ce qui est inférieur à la hausse à deux chiffres enregistrée au premier semestre de l'année. À environ 14,0 % du PIB, les bénéfices des entreprises se trouvent à un sommet historique.
- Le revenu personnel disponible a crû de 4,4 % au quatrième trimestre par rapport à 2,6 % au troisième, à la faveur d'une hausse de 4,5 % des salaires et traitements. Le taux d'épargne est tombé à zéro, soit le plus faible taux connu, par rapport à 0,3 % au troisième trimestre.
- Selon le rapport Consensus Forecasts, la croissance du PIB s'établira à 2,6 % en 2005, soit une baisse par rapport aux prévisions de février (2,8 %).

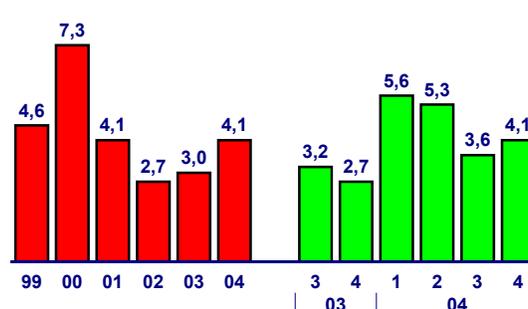
Croissance du PIB réel

Variation en %, TAD

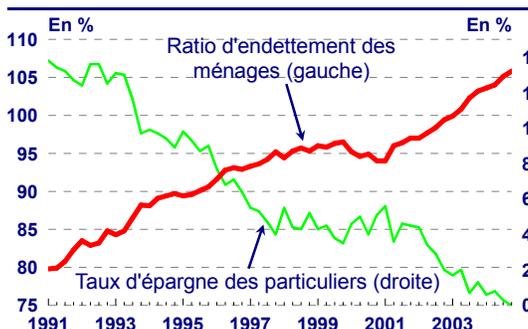


Croissance du revenu des particuliers

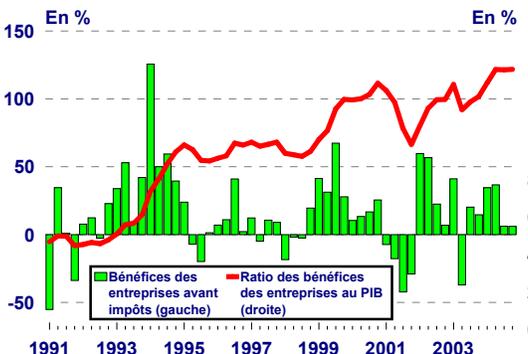
Variation en %, TAD



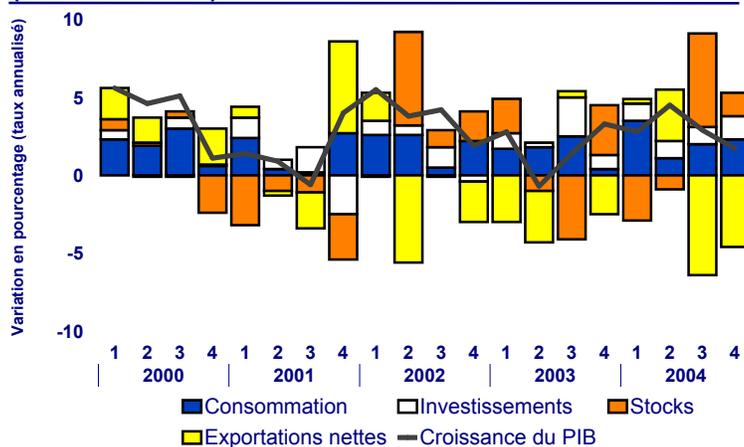
Ratio d'endettement et taux d'épargne



Bénéfices des entreprises



Contribution à la croissance trimestrielle du PIB réel* (Taux annualisé)



* Pour simplifier, et compte tenu de sa stabilité relative au fil des ans, la contribution des dépenses gouvernementales n'est pas indiquée.

L'ÉCONOMIE

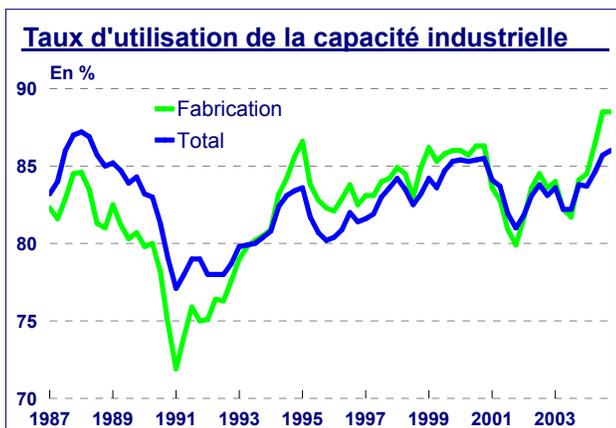
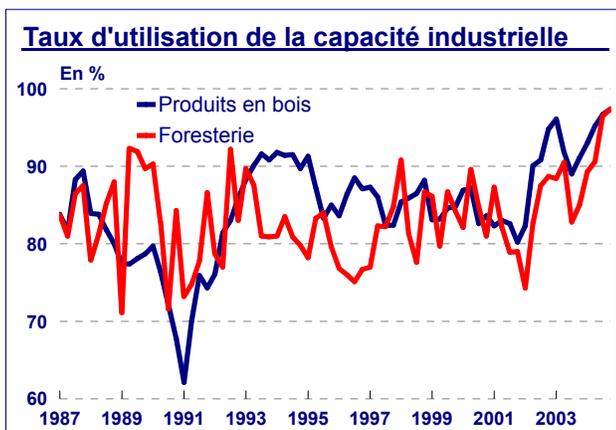
Taux d'utilisation de la capacité

Le taux d'utilisation de la capacité industrielle augmente au quatrième trimestre...

- Au quatrième trimestre, le taux d'utilisation de la capacité des industries de produits non agricoles a augmenté pour un troisième trimestre de suite. La hausse est surtout attribuable à l'industrie de la production, du transport et de la distribution d'électricité. Les industries ont fonctionné à 86,0 % de leur capacité de production, soit 1,2 point de moins que le sommet enregistré au premier trimestre de 1988, mais nettement au-dessus de la moyenne de dix ans (83,2 %).
- Au quatrième trimestre de 2004, le taux d'utilisation de la capacité du secteur de la fabrication n'a pas changé. À 88,5 %, il s'agit d'un sommet inégalé depuis que nous disposons des données, soit 1987. Les taux d'utilisation de la capacité se sont accrus dans 11 industries sur 21, plus particulièrement dans les industries de produits de cuir et de produits connexes, de meubles et de produits connexes ainsi que de produits minéraux non métalliques.

...et pour l'ensemble de l'année 2004

- En 2004, les industries ont fonctionné à 85,0 % de leur capacité de production, contre 83,0 % l'année précédente. Ce taux plus élevé est largement imputable au secteur de la fabrication, qui a profité de la robuste demande internationale au premier semestre.
- La plus vive progression du taux d'utilisation de la capacité en 2004 est le fait des industries de l'informatique et des produits électroniques, des machines ainsi que de la foresterie et de l'exploitation forestière. Cette dernière a fonctionné à 93,5 % de sa capacité en 2004, profitant de la vigueur soutenue de la construction résidentielle.



Utilisation de la capacité Industries de produits non agricoles

	Niveau (en %)		Variation (en pts de %)		Moyenne de 10 ans
	T4-2004	T/T	A/A		
Total - Industries	86,0	0,3	2,0		83,2
Foresterie et exploitation forestière	97,4	0,9	6,8		83,7
Extraction minière, pétrolière et gazière	75,4	0,8	0,9		76,4
Énergie électrique*	87,5	2,2	-0,3		84,8
Construction	84,5	-0,4	-2,7		85,0
Total - Fabrication	88,5	0,0	4,0		84,2
Aliments	85,6	0,8	4,0		80,9
Boissons et produits du tabac	75,7	0,3	-0,3		80,2
Usines de textiles	77,6	-1,5	1,8		80,5**
Usines de produits textiles	81,4	1,6	-0,2		79,5**
Vêtements	67,7	-2,1	-7,5		81,7
Produits en cuir et produits analogues	69,1	4,1	-1,9		73,9
Produits en bois	97,4	0,7	3,6		87,2
Papier	92,8	0,2	0,2		90,2
Impression et activités conn. de soutien	75,8	-1,6	0,4		78,0
Produits du pétrole et du charbon	91,2	-1,8	-2,3		93,8
Produits chimiques	92,6	-0,1	6,0		83,2
Produits en caoutchouc et en plastique	90,3	-0,5	1,8		85,3
Produits minéraux non métalliques	93,0	2,5	3,4		82,0
Première transformation des métaux	92,5	-3,5	2,4		90,8
Produits métalliques	91,0	1,5	5,0		81,8
Machines	90,6	1,0	8,0		81,6
Produits informatiques et électroniques	85,0	1,0	12,6		80,5
Matériel électrique	77,2	-0,7	5,7		82,3
Matériel de transport	91,9	-0,1	5,1		87,2
Meubles et produits connexes	84,7	3,0	1,5		82,0
Activités diverses de fabrication	79,5	-3,8	0,2		82,4

* Énergie électrique : production, transport et distribution d'électricité.

** Données disponibles entre le T1-1997 et le T4-2004.

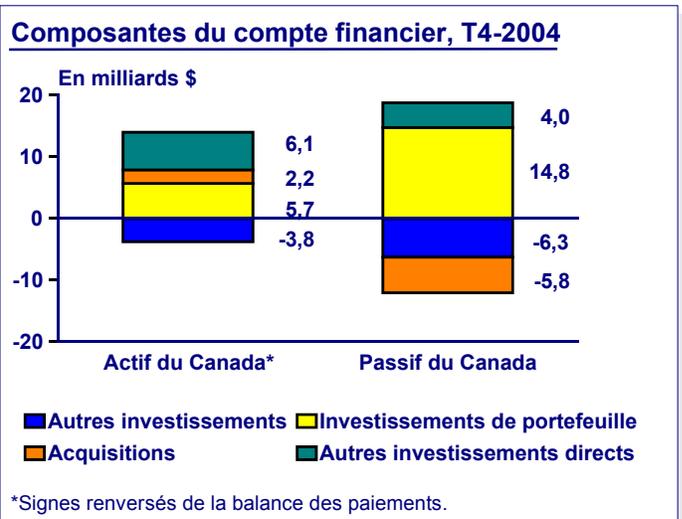
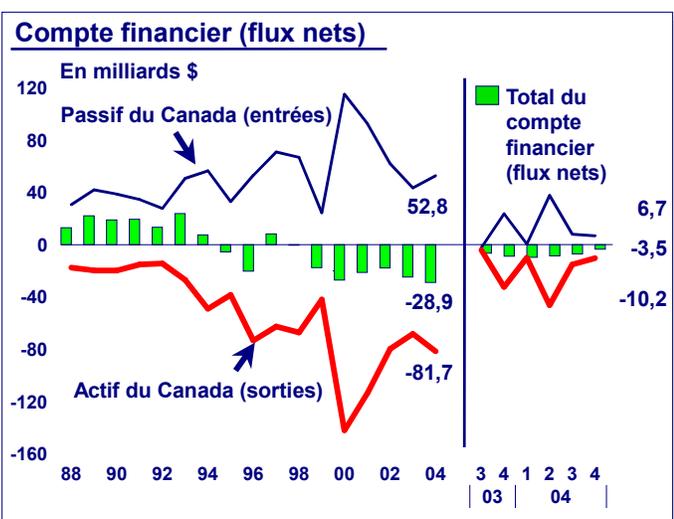
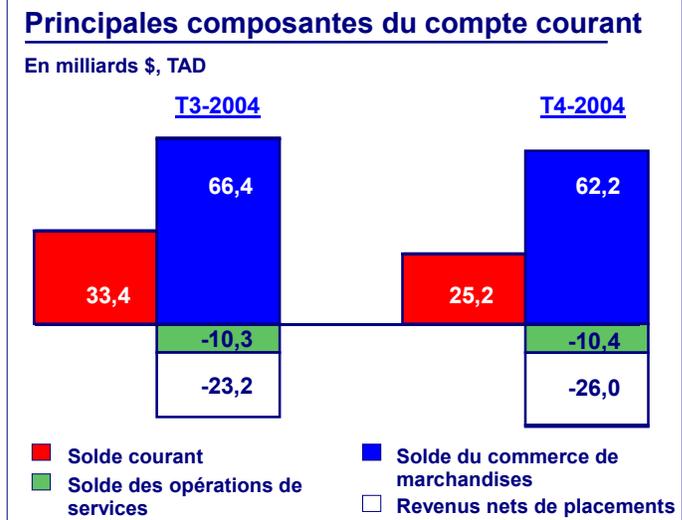
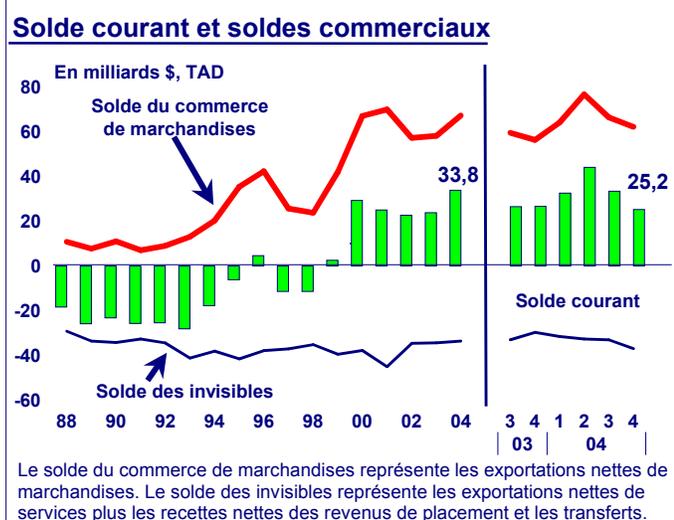


Au quatrième trimestre, l'excédent au compte courant diminue encore, mais il atteint un sommet en 2004

- L'excédent au compte courant du Canada a diminué de 2,1 milliards de dollars pour s'établir à 6,3 milliards (25,2 milliards, taux annuel) au quatrième trimestre en raison surtout du recul de l'excédent au titre du commerce des marchandises et de la hausse du déficit au chapitre des revenus de placements. En 2004, l'excédent au compte courant a avancé de 10,0 milliards de dollars par rapport à 2003 et a atteint un montant record de 33,8 milliards (soit 2,6 % du PIB).
- L'excédent au titre du commerce des biens a fléchi pour passer à 15,5 milliards de dollars (62,2 milliards, taux annuel), puisque les exportations ont baissé davantage (2,6 %) que les importations (2,0 %) au quatrième trimestre. Toutes les grandes catégories d'exportations ont enregistré une baisse, sauf les produits énergétiques à cause de la hausse des prix. Le repli des importations a surtout été observé dans les machines et le matériel, principalement en raison de la baisse des prix, et dans les produits automobiles. En outre, le déficit au titre des revenus de placements a augmenté de 0,7 milliard de dollars pour s'établir à 6,5 milliards, résultat de la baisse des bénéfices réalisés sur les investissements des Canadiens à l'étranger. En 2004, l'excédent au titre du commerce des biens a atteint un sommet inégalé en trois ans (67,3 milliards de dollars) puisque les exportations et les importations ont atteint des niveaux jamais vus auparavant.

Les investissements directs canadiens à l'étranger diminuent au quatrième trimestre

- Les investissements directs canadiens à l'étranger (IDCE) se sont établis à 8,3 milliards de dollars, ce qui est beaucoup moins qu'aux deux trimestres précédents. Les IDCE ont atteint un sommet inégalé en quatre ans en 2004 (57,5 milliards de dollars). Plus de 70 % des investissements sont allés aux États-Unis. Ventilés par industrie, les investissements ont été destinés surtout aux industries de la finance et des assurances, de l'énergie et des produits minéraux métalliques. Au quatrième trimestre, le Canada a enregistré une sortie nette d'investissements étrangers directs à la suite du rapatriement d'éléments d'actif de détenteurs d'investissements étrangers directs. Pour l'ensemble de l'année, les investissements étrangers directs au Canada se sont élevés à 8,5 milliards de dollars, soit le plus faible niveau depuis 1993. Le portefeuille d'investissements étrangers au Canada s'est accru de 14,8 milliards de dollars au quatrième trimestre, les investisseurs ayant acheté, à parts égales, des obligations et des actions canadiennes.





Productivité et compétitivité

En 2004, l'écart entre le Canada et les États-Unis au chapitre de la productivité du travail se creuse davantage...

- La croissance de la productivité du travail du secteur des entreprises s'est établie en moyenne à 0 % au Canada en 2004, contre 4,0 % aux États-Unis.
- La croissance plus lente de la production (2,9 % contre 3,5 % aux États-Unis) et la croissance plus rapide du nombre d'heures travaillées (2,8 % contre 1,5 %) expliquent la plus faible productivité du Canada.
- De fait, la productivité du travail du secteur des entreprises américaines a progressé à un taux annuel moyen de 3,8 % entre 2000 et 2004 comparativement à 1,1 % par année au Canada. Ainsi, l'écart entre le Canada et les États-Unis au chapitre de la productivité du travail s'est creusé durant cette période.

...et les coûts unitaires de main-d'oeuvre au Canada progressent plus rapidement...

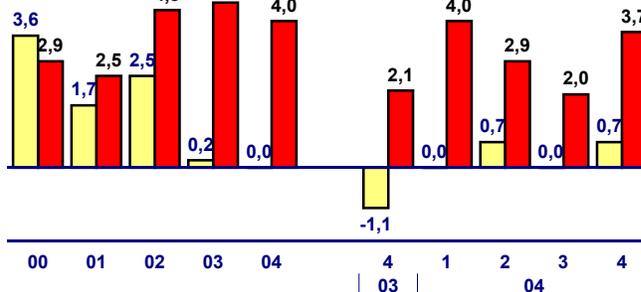
- Au Canada, les coûts unitaires de main-d'oeuvre des entreprises se sont accrus de 1,1 % en 2004 contre 0,5 % seulement aux États-Unis. C'est la quatrième année de suite où la croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre est plus élevée au Canada qu'aux États-Unis.

...ce qui, jumelé à la hausse du dollar canadien, rogne la compétitivité du Canada

- La compétitivité du Canada, mesurée selon les coûts unitaires de main-d'oeuvre dans les deux pays (en dollars américains), a diminué de 24 % au cours des deux dernières années. Cela s'explique par les moins bons résultats du Canada en matière de productivité et l'appréciation du dollar canadien, dont la valeur a augmenté de plus de 20 % au cours des deux dernières années.

Croissance de la productivité

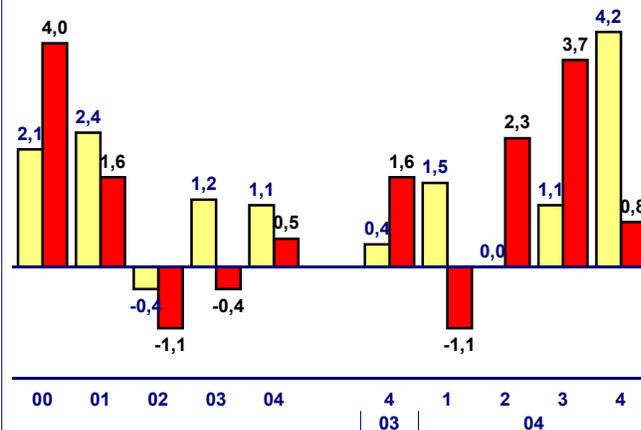
Variation en %, TAD
 ■ Canada ■ É.-U.



Source : Calculs d'Industrie Canada.

Croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre *

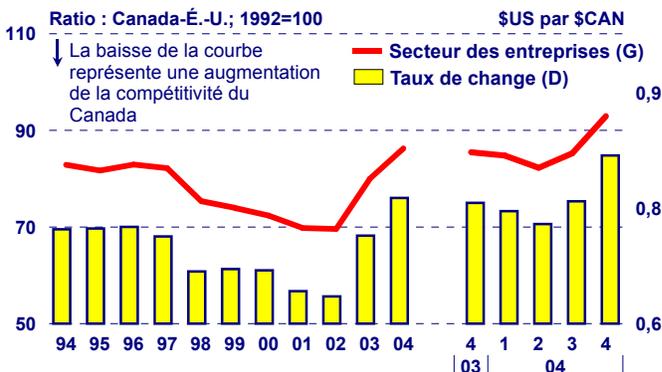
Variation en %, TAD
 ■ Canada ■ É.-U.



*Pour le secteur des entreprises.

Source : Calculs d'Industrie Canada fondés sur des données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada.

Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en \$US)



Source : Calculs d'Industrie Canada fondés sur des données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada.



PIB réel par industrie

L'activité économique prend encore de l'expansion en décembre...

- Le PIB réel aux prix de base s'est accru de 0,2 % en décembre après avoir enregistré une croissance révisée à la hausse de 0,3 % en novembre. Néanmoins, la production a progressé de 2,0 % au quatrième trimestre contre 3,6 % au troisième. L'accroissement de la production en décembre a été passablement généralisé dans les secteurs des biens et des services, les industries suivantes connaissant d'importantes hausses : les services publics, le commerce de gros, les FASI et la fabrication.

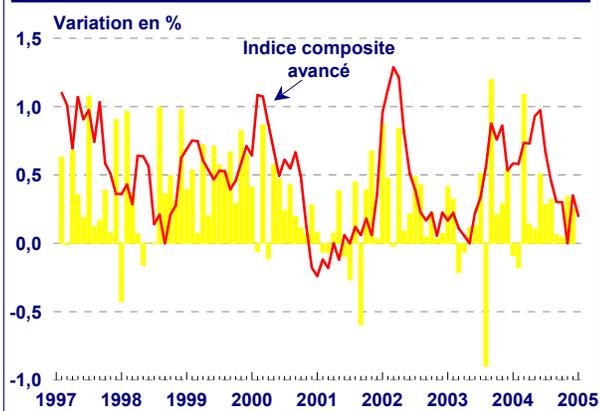
...le secteur des biens affichant de très bons résultats...

- Dans le secteur des biens, la production a avancé de 0,4 % en décembre, soit le même rythme qu'en novembre. L'accroissement de la demande d'électricité attribuable au temps froid dans les provinces du Centre et les Prairies s'est traduit par une hausse de 2,9 % pour les services publics. De plus, une intensification des activités de forage et de montage ainsi que d'extraction de minerais métalliques a provoqué une hausse de la production des industries de l'extraction minière, pétrolière et gazière (0,3 %), tandis qu'une remontée partielle de la production de l'industrie des véhicules automobiles a favorisé une plus forte croissance dans le secteur de la fabrication (0,3 %). L'industrie de la construction a poursuivi sur sa lancée, gagnant 0,3 % en décembre. Toutefois, l'industrie de l'agriculture, qui ne représente que 7,3 % des industries de biens, a connu le seul recul (0,3 %).

...et le secteur des services poursuivant sa croissance

- La production du secteur des services s'est accrue de 0,2 % en décembre après avoir avancé de 0,3 % en novembre. La croissance a été alimentée par la vigueur du commerce de gros (0,8 %) et l'intensification de l'activité dans les FASI (0,2 %). D'un côté, les commerces de gros ont continué de profiter de l'appréciation du dollar en achetant des importations à bon prix et, de l'autre, les agents d'immeuble ont tiré profit du niveau d'activité soutenu dans le secteur du logement. De plus, l'industrie des arts, du divertissement et des loisirs s'est redressée (1,8 %), étant donné que les amateurs de la LNH ont commencé à acheter d'autres formes de divertissement. Par contre, le commerce au détail a connu un grave recul (1,5 %), à cause notamment de la grève des employés de la Société des alcools du Québec. Néanmoins, d'une année à l'autre, l'activité des ventes au détail est en hausse de 4,8 %, soit le meilleur résultat de toutes les industries de services.

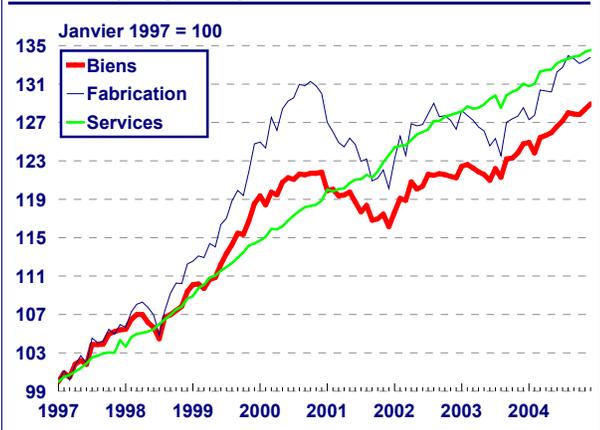
PIB réel aux prix de base



PIB réel aux prix de base (En \$ enchaînés de 1997)

Décembre 2004	En millions \$	Variation mensuelle	Var. en % depuis	
			le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	1 058 859	2 640	0,2	2,9
Secteur des entreprises	901 086	2 407	0,3	3,3
Biens	333 815	1 485	0,4	3,3
Agr., forest, pêche, chasse*	24 302	-61	-0,3	5,2
Extraction - mines, pétrole, gaz	38 011	99	0,3	-0,2
Services publics	27 128	757	2,9	6,1
Construction	59 459	182	0,3	2,6
Fabrication	184 663	492	0,3	4,1
Services	726 108	1 110	0,2	2,7
Commerce de gros	68 172	533	0,8	4,6
Commerce de détail	59 548	-901	-1,5	4,8
Transport et entreposage	50 930	297	0,6	3,5
Information et culture	43 659	177	0,4	4,4
FASI**	213 013	526	0,2	3,4
Serv. professionnels***	46 411	-9	-0,0	2,0
Admin. et gestion des déchets	22 242	36	0,2	2,5
Enseignement	45 198	-97	-0,2	-0,2
Soins de santé et assist. sociale	63 173	163	0,3	1,1
Arts, spectacles et loisirs	9 530	165	1,8	-0,2
Hébergement et restauration	23 729	99	0,4	1,9
Autres	24 743	79	0,3	1,3
Administrations publiques	57 470	76	0,1	0,8

PIB réel par principal secteur



*Comprend l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse.

**Comprend la finance, les assurances et les services immobiliers.

***Comprend les services professionnels, scientifiques et techniques.



L'activité économique s'accélère en 2004...

- Le PIB réel aux prix de base a augmenté de 3,0 % en 2004 après avoir progressé de 2,2 % en 2003. La hausse des prix des ressources naturelles, la faiblesse des taux d'intérêt et la vigueur de la demande américaine ont propulsé l'économie canadienne. Toutefois, la force du huard, jumelée au tassement de la demande mondiale, a provoqué un ralentissement vers la fin de l'année, qui a surtout touché le secteur de la fabrication. En 2004, l'activité économique a été stimulée par le secteur des entreprises, qui a enregistré une croissance de 3,4 % contre 2,2 % en 2003.

...le secteur des biens doublant sa croissance grâce à la remontée du secteur de la fabrication...

- En 2004, le secteur des biens a affiché une croissance de 3,4 % contre 1,7 % en 2003, ce qui est supérieur à celle du secteur des services pour la première fois en quatre ans. La croissance a surtout été observée au milieu de l'année, où le secteur de la fabrication a profité de la forte demande des États-Unis. De plus, les faibles taux d'intérêt ont soutenu la croissance dans l'industrie de la construction (3,8 %), et les industries de l'extraction minière, pétrolière et gazière ont poursuivi leur croissance (2,7 %), étant donné que des problèmes de production ont contrebalancé, en partie, les prix élevés et la forte demande de ressources naturelles. Cependant, au quatrième trimestre, les retombées tardives de l'appréciation du huard se sont fait sentir : les industries de la fabrication sont arrivées à un point mort et les exportations de marchandises ont diminué.

...et le secteur des services poursuivant son rythme de croisière

- La production du secteur des services a augmenté de 2,8 % en 2004 par rapport à 2,5 % en 2003. La croissance a été robuste dans la plupart des industries, à l'exception évidemment des arts, du divertissement et des loisirs (0,4 %) qui ont souffert du lock-out de la LNH. Les importations à bon prix ont été profitables au commerce de gros (6,2 %), et les solides dépenses de consommation ont stimulé le commerce au détail (3,9 %) ainsi que l'hébergement et la restauration (2,3 %). De plus, les FASI ont progressé de 3,5 % grâce à la vigueur soutenue de l'activité résidentielle, et l'industrie du transport et de l'entreposage (4,4 %) a profité de la vive montée des exportations et du redressement du secteur de la fabrication, surtout durant le premier semestre de l'année. Dans le secteur public, la production a ralenti en 2004 en raison de la modération de la croissance de la santé et de l'assistance sociale et des administrations publiques, celle-ci passant à 1,4 % par rapport à 3,9 % et à 2,9 %, respectivement, en 2003.

PIB réel aux prix de base (En \$ enchaînés de 1997)

Croissance en pourcentage	2001	2002	2003	2004	2004.T1	2004.T2	2004.T3	2004.T4
Ensemble de l'économie	1,7	3,4	2,2	3,0	2,5	4,2	3,6	2,0
Secteur des entreprises	1,6	3,6	2,2	3,4	2,9	5,0	3,7	2,4
Biens	-1,9	1,8	1,7	3,4	2,5	4,4	5,2	2,2
Agr., forest, pêche, chasse*	-5,7	-3,5	7,6	4,7	10,3	1,0	8,5	3,6
Extraction - mines, pétrole, gaz	-0,9	0,6	3,9	2,7	0,1	3,5	-3,4	2,3
Services publics	-3,2	2,3	-2,3	0,1	3,8	-3,9	8,3	9,4
Construction	6,9	2,9	4,4	3,8	2,9	0,4	3,5	5,1
Fabrication	-4,0	2,4	0,1	3,9	1,9	7,8	8,0	0,0
Services	3,6	4,2	2,5	2,8	2,5	4,2	2,8	2,0
Commerce de gros	2,2	7,1	5,6	6,2	-2,7	11,8	7,2	5,1
Commerce de détail	5,7	5,3	2,8	3,9	7,9	2,4	6,8	2,6
Transport et entreposage	2,5	1,7	0,3	4,4	2,8	9,7	1,4	3,3
Information et culture	8,0	6,3	2,3	1,2	2,3	6,5	1,6	3,8
FASI**	4,9	4,8	2,2	3,5	4,3	5,0	2,1	2,8
Serv. professionnels***	1,6	4,5	3,1	1,9	3,8	3,8	-0,2	0,7
Admin. et gestion des déchets	3,6	4,8	3,8	2,4	2,1	5,1	2,0	0,5
Enseignement	1,2	1,1	0,6	0,6	-0,2	3,9	-0,4	0,6
Soins de santé et assist. sociale	3,2	3,8	3,9	1,4	0,4	-1,7	6,5	-0,1
Arts, spectacles et loisirs	3,6	6,5	3,8	0,4	1,2	-0,9	3,6	-9,2
Hébergement et restauration	2,8	1,9	-1,7	2,3	0,8	0,0	0,6	4,2
Autres	3,9	2,9	1,8	1,4	1,0	1,5	-0,2	2,8
Administrations publiques	1,2	2,6	2,9	1,4	1,2	0,6	2,4	-1,3

*Comprend l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse.

**Comprend la finance, les assurances et les services immobiliers.

***Comprend les services professionnels, scientifiques et techniques.



Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs

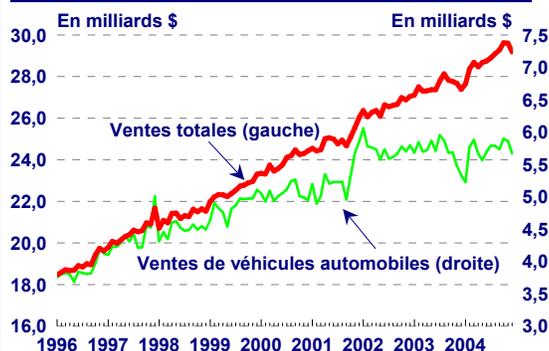
Les dépenses de consommation progressent plus rapidement au quatrième trimestre de 2004...

- Les dépenses de consommation réelles se sont accrues de 4,1 % au quatrième trimestre après avoir enregistré un taux de croissance révisé à la hausse de 3,6 % au troisième. Pour l'année, elles ont avancé de 3,5 %, soit le plus fort pourcentage depuis 2000.
 - Au quatrième trimestre, les dépenses relatives aux biens durables et non durables ainsi qu'aux services ont progressé, alors que les dépenses relatives aux biens semi-durables ont légèrement diminué.
- Les sommes consacrées au transport et aux communications sont plus élevées de 6,6 %. Les modes de financement intéressants ont fait croître de 3,6 % les achats de véhicules automobiles.

...dans la foulée de la hausse du revenu et du niveau de confiance élevé

- Le revenu disponible a crû de 4,4 % au quatrième trimestre et de 2,6 % au troisième.
 - Comme les dépenses de consommation nominales ont progressé plus rapidement que le revenu disponible, le taux d'épargne a suivi une trajectoire décroissante en 2004, tombant à 0,0 % au quatrième trimestre. De plus, la hausse de la dette (composée à 69,8 % d'hypothèques) a fait croître le ratio d'endettement des particuliers.
 - Toutefois, étant donné que la valeur nette des ménages augmente, surtout à cause de l'accroissement de l'actif sous forme de biens immobiliers, le faible taux d'épargne ne devrait pas être une source d'inquiétude.
- L'indice de confiance des consommateurs a baissé pour s'établir à 121,4 en février, mais il reste supérieur au niveau du quatrième trimestre de 2004. Ce recul est, en partie, attribuable au fait qu'un moins grand nombre de répondants estiment qu'il est maintenant opportun d'acheter des articles à prix unitaires élevés.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



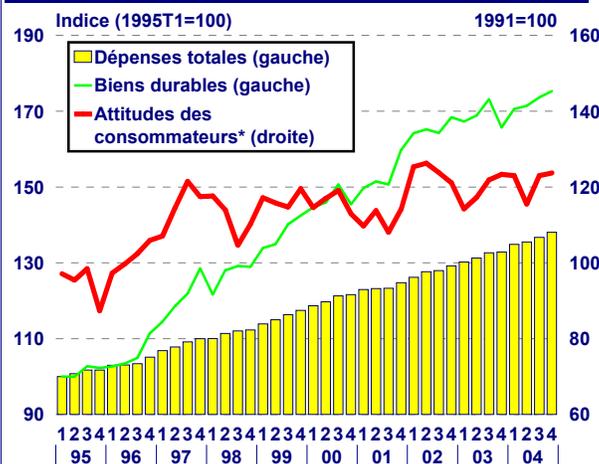
Ventes au détail et crédit à la consommation

	En millions \$	Var. en % depuis	
		Décembre 2004	le mois le dernier
Total - Ventes au détail (DD)	29 180	-1,4	6,6
Alimentation	5 818	-0,8	6,9
Pharmacies	1 907	-2,4	5,1
Vêtements	1 693	1,1	3,5
Meubles	1 876	0,1	2,6
Automobiles	9 887	-2,0	10,3
Magasins de march. diverses	3 487	-0,5	5,0
Tous les autres magasins	4 513	-2,8	3,0
Total excluant véhicules automobiles	22 216	-1,1	6,4
Crédit à la consommation	272	1,0	11,2

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

	En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)			
	2003	2004	2004 T3	2004 T4
Consommation réelle (En \$ 1997)	620 444	641 863	643 833	650 300
Variation en %	3,1	3,5	3,6	4,1
Biens durables	94 923	97 156	97 669	98 601
Variation en %	2,0	2,4	5,3	3,9
Biens semi-durables	56 142	59 285	60 047	60 031
Variation en %	3,1	5,6	8,4	-0,1
Biens non durables	140 078	143 453	143 511	145 274
Variation en %	2,1	2,4	2,9	5,0
Services	330 098	342 878	343 636	347 336
Variation en %	3,9	3,9	2,8	4,4
Revenu disponible	713 548	741 230	744 116	752 180
Variation en %	3,0	3,9	2,6	4,4
Taux d'épargne (En %)	1,4	0,4	0,3	0,0
Ratio d'endettement (En %)	101,6	104,6	105,1	105,8

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs



*Conference Board du Canada.



Investissements des entreprises

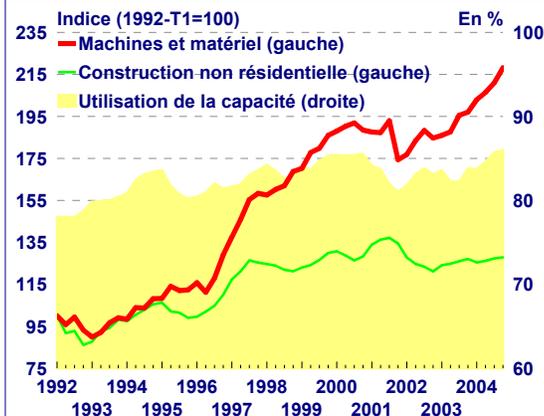
Les investissements sont intenses au quatrième trimestre...

- Les investissements fixes des entreprises, qui ont augmenté de 7,0 % (taux révisé à la hausse) au troisième trimestre, ont progressé de 9,3 % au quatrième trimestre. Pour l'année, les investissements fixes se sont redressés de 6,1 % après avoir crû de 3,2 % en 2003.
 - À l'origine surtout de la hausse du quatrième trimestre, les investissements dans les machines et le matériel (M&M), qui ont progressé de 14,4 % après avoir connu un taux de croissance révisé à la hausse de 9,1 % au troisième trimestre. Les investissements dans les M&M ont crû de 9,4 % en 2004 et de 4,5 % en 2003.
 - Les investissements dans les structures non résidentielles ont légèrement avancé (1,7 %) au quatrième trimestre après avoir progressé de 3,7 % au troisième. Ils ont augmenté de 1,0 % en 2004, soit la même chose qu'en 2003.

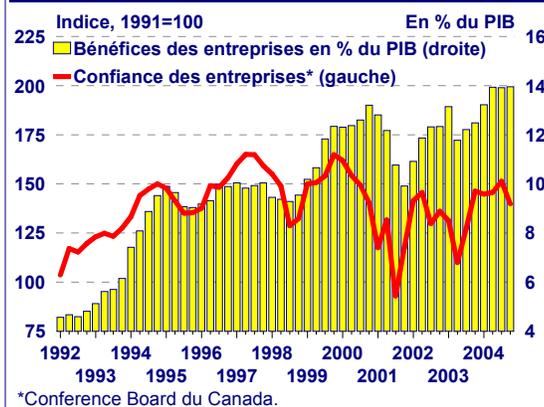
...les bénéfices poursuivant leur hausse pour atteindre un sommet inégalé

- Les bénéfices d'exploitation ont augmenté de 9,9 % au quatrième trimestre, avance qui fait suite au taux de croissance révisé à la hausse de 3,0 % du troisième trimestre. La hausse de 18,8 %, enregistrée en 2004, a porté les bénéfices à un montant record de 205 milliards de dollars.
 - Les bénéfices d'exploitation des industries non financières avec, en tête, le transport et l'entreposage, ont augmenté de 19,0 % au quatrième trimestre et de 0,6 % au troisième. Par contre, les bénéfices d'exploitation des industries financières ont reculé au quatrième trimestre (en raison de la provision de fin d'année pour les futurs coûts de réorganisation des banques).
- Le taux d'utilisation de la capacité a de nouveau progressé au quatrième trimestre et se situait bien au-dessus de sa moyenne de dix ans. Des taux élevés de bénéfices et d'utilisation de la capacité augurent bien pour les perspectives d'investissement (voir le Rapport spécial aux pages 20 et 21).

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



*Conference Board du Canada.

Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	2003	2004	2004 T1	2004 T2	2004 T3	2004 T4
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines et matériel (En \$ 1997)	86 441	94 598	91 569	93 153	95 206	98 464
Variation en %	4,5	9,4	12,5	7,1	9,1	14,4
Construction non résidentielle (En \$ 1997)	44 928	45 361	44 900	45 177	45 589	45 777
Variation en %	1,0	1,0	-5,2	2,5	3,7	1,7
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	83,0	85,0	83,7	84,6	85,7	86,0
Utilisation de la capacité (secteur manuf.)	83,0	87,0	84,5	86,4	88,5	88,5
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	172 118	204 505	194 124	205 304	206 828	211 764
Variation en %	14,8	18,8	39,3	25,1	3,0	9,9
Bénéfices - Industries non financières	128 203	154 083	142 732	155 416	155 632	162 552
Variation en %	10,7	20,2	38,4	40,6	0,6	19,0
Bénéfices - Industries financières	43 915	50 421	51 392	49 888	51 192	49 212
Variation en %	28,5	14,8	42,1	-11,2	10,9	-14,6
Crédit aux entreprises	904 396	940 831	920 195	933 348	948 840	960 943
Variation en %	1,6	4,0	3,9	5,8	6,8	5,2



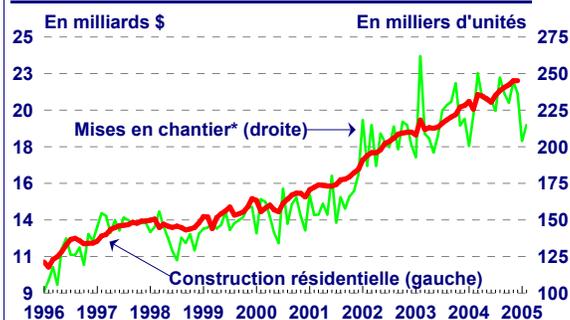
La construction résidentielle poursuit son ascension au quatrième trimestre...

- Les investissements dans les structures résidentielles ont augmenté de 6,5 % au quatrième trimestre après avoir progressé de 5,1 % au troisième. Ils se sont accrus de 8,4 % en 2004 et de 7,4 % en 2003.
- La hausse s'explique surtout par l'augmentation des dépenses en rénovation (15,0 %) et la construction de logements neufs. Toutefois, le marché de la revente a encore ralenti et les frais de mutation ont diminué de 11,5 % au quatrième trimestre, après avoir reculé de 13,5 % au troisième.

...mais tout indique que le marché du logement se calmera

- La valeur des permis de construction résidentielle a diminué de 6,8 % en janvier et était inférieure de 4,4 % au niveau enregistré au quatrième trimestre.
- Les ventes de logements existants ont augmenté de 3,1 % sur les principaux marchés en février après s'être repliées de 0,5 % en janvier. En supposant une croissance nulle en mars, les ventes de logements existants sur les principaux marchés connaîtront une hausse de 4,2 % au premier trimestre, après avoir diminué de 10,2 % au quatrième trimestre.
- Selon le rapport Consensus Forecasts de mars, les mises en chantier s'établiront en moyenne à 208 000 logements en 2005, comparativement à 233 000 en 2004.

Activité dans le secteur du logement



*Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

	Niveaux	Variation depuis	
		le mois dernier	l'an dernier
Construction résidentielle (1)* (En \$ 1997, en M; prix de base)	22 061	0,0%	7,4%
Permis de construction, en M\$ (2)*	3 039	-6,8%	6,4%
Ventes de logements existants (nombre d'unités) (3)**	26 712	812	1 429
Mises en chantier (3)*** (nombre d'unités; TAD)	214 900	10 900	-6 500
Terre-Neuve-et-Labrador	3 900	1 000	-900
Île-du-Prince-Édouard	1 300	-500	800
Nouvelle-Écosse	4 500	-100	1 200
Nouveau-Brunswick	2 800	300	500
Québec	54 600	-800	-4 100
Ontario	75 300	3 600	-2 300
Manitoba	4 100	300	-100
Saskatchewan	2 600	0	500
Alberta	34 700	3 900	-3 700
Colombie-Britannique	31 100	3 200	1 600

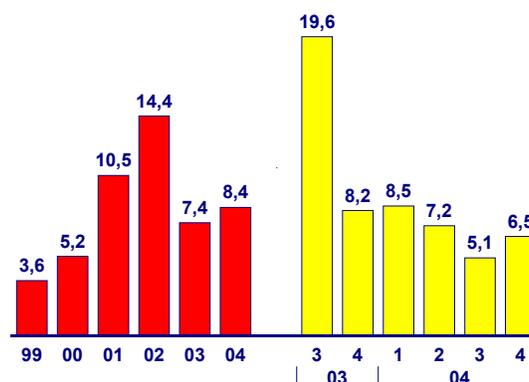
1 - Données de décembre 2 - Données de janvier 3 - Données de février.
Source : *Statistique Canada; **Association canadienne de l'immobilier; ***Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1997, TAD (à moins d'indication contraire)	2003	2004	2004 T3	2004 T4
Construction résidentielle	62 452	67 681	68 119	69 205
Variation en %	7,4	8,4	5,1	6,5
Logements neufs	30 678	33 317	33 539	34 165
Variation en %	6,2	8,6	7,2	7,7
Travaux de réparation et d'amélioration	22 619	24 627	24 804	25 688
Variation en %	9,8	8,9	12,8	15,0
Frais de propriété et de mutation	9 204	9 830	9 872	9 576
Variation en %	6,5	6,8	-13,5	-11,5

Croissance de la construction résidentielle réelle

Variation en %, TAD





Commerce

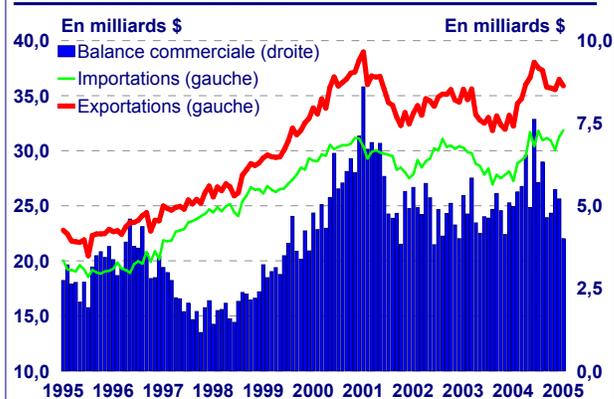
Les importations augmentent alors que les exportations diminuent en janvier...

- Les importations se sont accrues de 1,9 % en janvier après avoir gagné 4,0 % en décembre. Les importations de tous les principaux groupes, sauf les produits forestiers et les autres biens de consommation, ont progressé. La hausse a surtout été le fait des produits de l'agriculture et de la pêche et des produits énergétiques. Les importations des États-Unis ont augmenté de 0,3 %, tandis que celles des autres pays ont monté de 5,4 %. Les importations de l'Union européenne et du Japon ont grimpé sous l'effet de la hausse de la demande de boissons alcoolisées et de matériel de montage pour le secteur de la fabrication. Dans l'ensemble, les prix des importations ont diminué de 0,2 % alors que le volume des importations a progressé de 2,1 %.
- Après avoir avancé de 2,6 % en décembre, les exportations de marchandises ont reculé de 1,6 % en janvier. À l'exception des produits énergétiques, les exportations de tous les principaux groupes ont augmenté. La hausse a surtout été observée dans les exportations de produits de l'agriculture et de la pêche. À l'exclusion des produits énergétiques, les exportations ont progressé de 0,8 % en janvier. Les exportations destinées aux États-Unis ont fléchi de 2,3 % alors que les exportations destinées aux autres pays se sont accrues de 1,5 %. Dans l'ensemble, le volume des exportations s'est replié de 0,6 % et les prix ont baissé de 1,0 %.

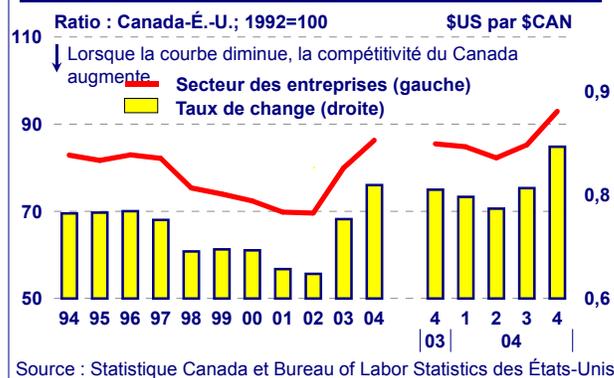
...ce qui fait fléchir à nouveau l'excédent commercial

- L'excédent commercial du Canada a diminué de 1,2 milliard de dollars pour se situer à 4,0 milliards de dollars en janvier. L'excédent commercial avec les États-Unis a baissé de 0,8 milliard de dollars pour se fixer à 8,1 milliards, et le déficit commercial avec les autres pays a augmenté de 0,4 milliard de dollars pour passer à 4,1 milliards.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en \$US)



Commerce de marchandises

Janvier 2005	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %	
	Décembre 2004	Janvier 2005	Janv. - déc. 2003	Janv. - déc. 2004	Déc. à janv. 2005	Déc. à janv. 2005	Janv. à déc. 2003 à Janv. à déc. 2004	
Exportations	36 482	35 884	400 011	430 357	-598	-1,6	7,6	
vers les États-Unis	30 183	29 492	330 376	351 937	-691	-2,3	6,5	
Importations	31 273	31 878	341 832	363 125	605	1,9	6,2	
en provenance des États-Unis	21 350	21 418	239 871	249 982	68	0,3	4,2	
Balance commerciale	5 209	4 006	58 179	67 232	-1 203			
avec les États-Unis	8 833	8 074	90 505	101 955	-759			
Exportations par produit								
Produits agricoles/pêche	2 363	2 468	29 258	30 699	105	4,4	4,9	
Produits énergétiques	6 751	5 910	60 499	69 199	-841	-12,5	14,4	
Produits de la forêt	3 026	3 099	34 454	39 199	73	2,4	13,8	
Biens et matériaux industriels	6 798	6 837	66 538	77 591	39	0,6	16,6	
Machines et matériel	7 380	7 402	88 606	91 791	22	0,3	3,6	
Produits automobiles	7 425	7 519	87 374	90 324	94	1,3	3,4	
Autres biens de consommation	1 423	1 462	17 184	17 299	39	2,7	0,7	
Importations par produit								
Produits agricoles/pêche	1 754	1 908	21 517	21 367	154	8,8	-0,7	
Produits énergétiques	2 584	2 641	19 625	24 886	57	2,2	26,8	
Produits de la forêt	282	264	3 022	3 178	-18	-6,4	5,2	
Biens et matériaux industriels	6 436	6 467	65 182	73 467	31	0,5	12,7	
Machines et équipement	8 609	8 750	98 239	103 697	141	1,6	5,6	
Produits automobiles	6 549	6 678	76 360	77 303	129	2,0	1,2	
Autres biens de consommation	4 096	4 018	46 260	47 665	-78	-1,9	3,0	

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



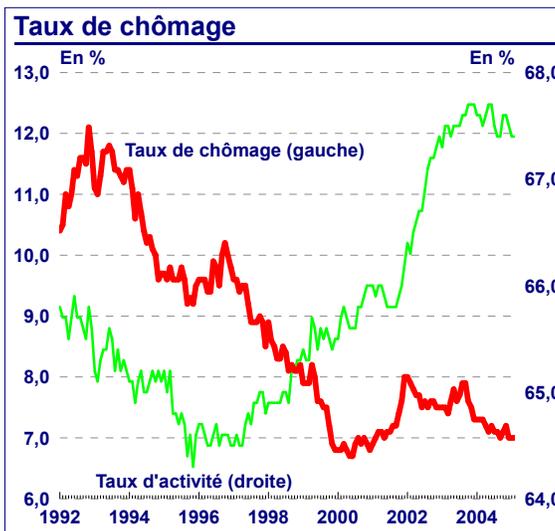
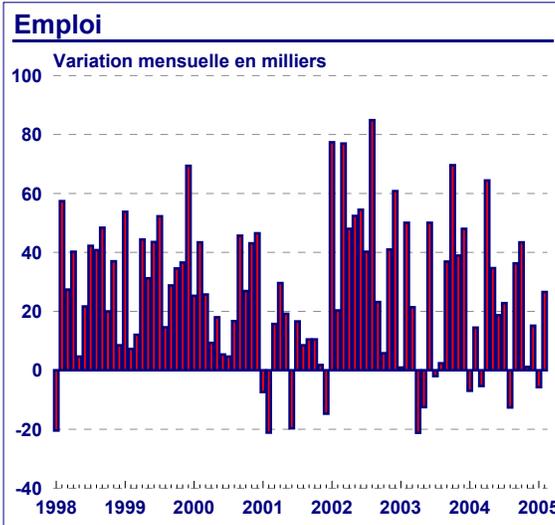
Emploi et chômage

L'emploi progresse en février...

- L'emploi a augmenté en février (26 600) après avoir peu évolué pendant trois mois. Cette hausse est attribuable au redressement de l'emploi dans le secteur public, dont les effectifs se sont accrus de 38 400. L'emploi a diminué dans le secteur privé, résultat d'une baisse de 35 600 emplois rémunérés et d'une hausse de 23 700 emplois autonomes.
- La plupart des gains sont des emplois à temps plein (21 200), alors que l'on compte 5 300 emplois à temps partiel de plus. Au cours des 12 derniers mois, 239 600 emplois nets ont été créés, presque tous des emplois à temps plein.
- On dénombre 10 300 emplois de plus chez les jeunes, tous des emplois à temps partiel. Au cours des 12 derniers mois, le nombre d'emplois chez les jeunes a augmenté de 1,8 % (44 000).
- Le taux d'activité (67,4 %) et le taux d'emploi (62,7 %) n'ont pas changé.

...mais le taux de chômage reste à 7,0 %

- Malgré une hausse de l'emploi, le taux de chômage est resté à 7,0 % puisqu'un plus grand nombre de personnes se cherchaient un emploi.
- Chez les jeunes, le taux de chômage a perdu 0,5 point de pourcentage pour se fixer à 12,3 %, ce qui s'explique par une hausse du nombre d'emplois et une baisse de la population active.



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Février 2004	Janvier 2005	Février 2005	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	15 844,4	16 057,4	16 084,0	26,6	239,6	20,9	0,2	1,5
Temps plein	12 903,2	13 096,6	13 117,8	21,2	214,6	19,1	0,2	1,7
Temps partiel	2 941,1	2 960,8	2 966,1	5,3	25,0	1,7	0,2	0,9
Jeunes 15-24	2 430,4	2 464,1	2 474,4	10,3	44,0	-10,5	0,4	1,8
Adultes 25+	13 413,9	13 593,3	13 609,6	16,3	195,7	31,4	0,1	1,5
Travailleurs indépendants	2 428,4	2 471,2	2 494,9	23,7	66,5	41,5	1,0	2,7
Chômage	1 249,7	1 206,4	1 208,5	2,1	-41,2	-8,4	0,2	-3,3
Taux de chômage	7,3	7,0	7,0	0,0	-0,3	0,0		
Jeunes 15-24	13,9	12,8	12,3	-0,5	-1,6	-0,4		
Adultes 25+	6,0	5,8	6,0	0,2	0,0	0,1		
Population active	17 094,1	17 263,8	17 292,5	28,7	198,4	12,5	0,2	1,2
Taux d'activité	67,6	67,4	67,4	0,0	-0,2	-0,1		
Taux d'emploi	62,6	62,7	62,7	0,0	0,1	-0,1		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

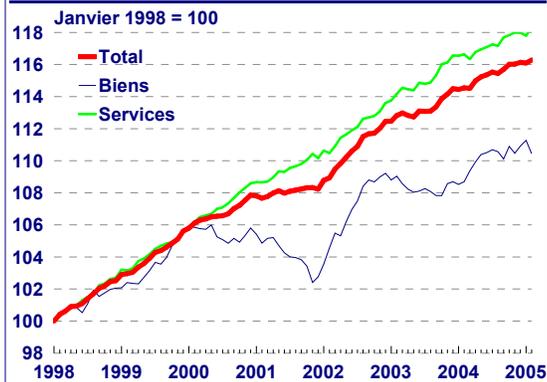
L'emploi diminue dans le secteur des biens...

- Le secteur des biens compte 30 300 emplois de moins en février après en avoir gagné 13 100 en janvier. Les pertes observées dans les industries de la fabrication (28 100), de la construction (11 000) et des services publics (2 400) ont plus que compensé les gains notés dans l'agriculture (7 700) et les ressources naturelles (3 400).
- Depuis mai 2004, il y a 43 400 emplois de moins dans le secteur de la fabrication, qui a été touché par les récents reculs des exportations, attribuables en partie à la vigueur du dollar canadien. Malgré un repli de l'emploi en février, l'industrie de la construction a créé 81 000 emplois (8,9 %) au cours des 12 derniers mois.

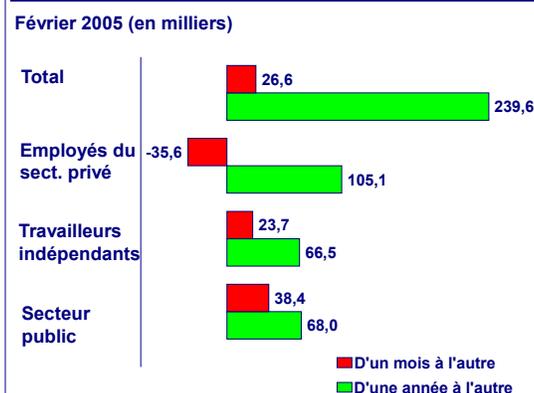
...mais il augmente dans le secteur des services

- Les effectifs du secteur des services ont bondi en février, cette hausse de 56 800 emplois annulant largement les pertes subies en janvier. L'augmentation a été répartie dans toutes les industries, en particulier les services d'enseignement (20 500), l'information, la culture et les loisirs (15 000) ainsi que les services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien (13 400). Les services d'hébergement et de restauration ont accusé la plus lourde perte d'emplois (20 200).
- Depuis le début de l'année, les effectifs du transport et de l'entreposage (24 300), des services d'enseignement (11 600) et des FASI* (11 400) sont ceux qui ont le plus augmenté.

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Février 2004	Janvier 2005	Février 2005	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 943,5	4 037,0	4 006,7	-30,3	63,2	-17,2	-0,8	1,6
Agriculture	328,3	317,1	324,8	7,7	-3,5	3,1	2,4	-1,1
Ressources naturelles*	281,6	297,2	300,6	3,4	19,0	-0,6	1,1	6,7
Services publics	128,5	122,1	119,7	-2,4	-8,8	-4,9	-2,0	-6,8
Construction	913,3	1 005,3	994,3	-11,0	81,0	-0,7	-1,1	8,9
Fabrication	2 291,7	2 295,4	2 267,3	-28,1	-24,4	-14,2	-1,2	-1,1
Services	11 900,9	12 020,4	12 077,2	56,8	176,3	38,0	0,5	1,5
Commerce	2 494,6	2 542,5	2 548,5	6,0	53,9	24,3	0,2	2,2
Transport	815,9	792,9	798,0	5,1	-17,9	11,4	0,6	-2,2
FASI*	923,0	985,1	989,2	4,1	66,2	4,8	0,4	7,2
Services prof./scientifiques	1 002,5	1 030,1	1 032,9	2,8	30,4	3,1	0,3	3,0
Administration et gestion	627,4	622,4	635,8	13,4	8,4	3,0	2,2	1,3
Enseignement	1 049,1	1 047,8	1 068,3	20,5	19,2	11,6	2,0	1,8
Soins de santé/assist. sociale	1 724,1	1 722,1	1 732,0	9,9	7,9	-4,4	0,6	0,5
Information, culture, loisirs	735,2	721,0	736,0	15,0	0,8	2,7	2,1	0,1
Hébergement et restauration	1 003,6	1 026,0	1 005,8	-20,2	2,2	-10,9	-2,0	0,2
Autres services	702,1	708,5	707,6	-0,9	5,5	5,6	-0,1	0,8
Administrations publiques	823,3	821,9	823,2	1,3	-0,1	-13,0	0,2	-0,0

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail.

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation des provinces

En février, les hausses de l'emploi sont surtout observées en Colombie-Britannique et en Ontario...

- L'emploi a progressé dans toutes les provinces de l'Ouest en février. La Colombie-Britannique est celle qui a connu la plus forte hausse (8 100), entièrement dans l'emploi à temps partiel.
- De toutes les provinces, l'Ontario est celle qui a enregistré la plus vive progression avec 19 100 emplois de plus, compensant ainsi en partie la perte de 28 300 emplois de janvier. Au Québec, l'avance de 16 700 emplois à temps partiel a été annulée par la perte de 20 200 emplois à temps plein.
- On compte 2 800 emplois de moins dans les provinces atlantiques, tous à Terre-Neuve-et-Labrador (2 100) et en Nouvelle-Écosse (1 800). Depuis neuf mois, la situation de l'emploi n'évolue pas beaucoup dans les provinces atlantiques.

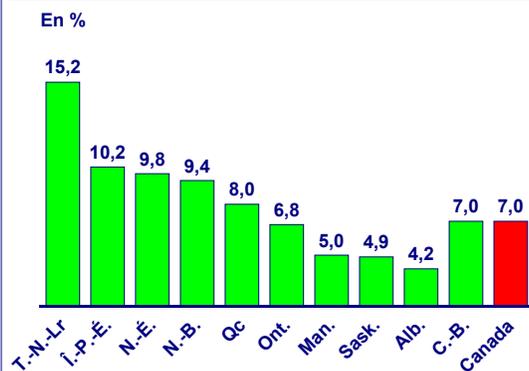
...et le taux de chômage diminue dans cinq provinces

- Le taux de chômage a grimpé de 0,5 point de pourcentage pour se fixer à 7,0 % en Colombie-Britannique en raison du plus grand nombre de chercheurs d'emplois. Une légère hausse de l'emploi, jumelée à une diminution de la population active, a fait fléchir le taux de chômage en Alberta (4,2 %).
- En Ontario, le taux de chômage est passé à 6,8 %, étant donné que la population active a augmenté plus rapidement que l'emploi. Par contre, au Québec, le taux de chômage a glissé de 0,4 point de pourcentage pour s'établir à 8,0 % grâce à la diminution de la population active.
- Le taux de chômage a augmenté pour s'établir à 9,8 % en Nouvelle-Écosse et à 15,2 % à Terre-Neuve-et-Labrador, alors qu'il a diminué pour passer à 10,2 % à l'Île-du-Prince-Édouard et à 9,4 % au Nouveau-Brunswick.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Février 2005



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Niveaux Février 2005	Emplois (En milliers)				Taux de chômage (en %)		
		Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux Février 2005	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %			
Canada	16 084,0	26,6	0,2	239,6	1,5	7,0	0,0	-0,3
Terre-Neuve-et-Labrador	213,9	-2,1	-1,0	-1,6	-0,7	15,2	0,8	-0,7
Île-du-Prince-Édouard	68,7	0,2	0,3	2,8	4,2	10,2	-0,3	-1,5
Nouvelle-Écosse	442,8	-1,8	-0,4	6,3	1,4	9,8	1,1	0,8
Nouveau-Brunswick	351,2	0,9	0,3	0,8	0,2	9,4	-0,3	0,2
Québec	3 716,2	-3,4	-0,1	61,0	1,7	8,0	-0,4	-0,8
Ontario	6 344,3	19,1	0,3	49,5	0,8	6,8	0,1	0,2
Manitoba	582,5	2,8	0,5	9,1	1,6	5,0	-0,1	0,2
Saskatchewan	488,3	0,9	0,2	11,6	2,4	4,9	0,0	-0,7
Alberta	1 776,3	1,8	0,1	30,5	1,7	4,2	-0,2	-0,9
Colombie-Britannique	2 099,8	8,1	0,4	69,7	3,4	7,0	0,5	-0,8



Prix à la consommation et prix des produits de base

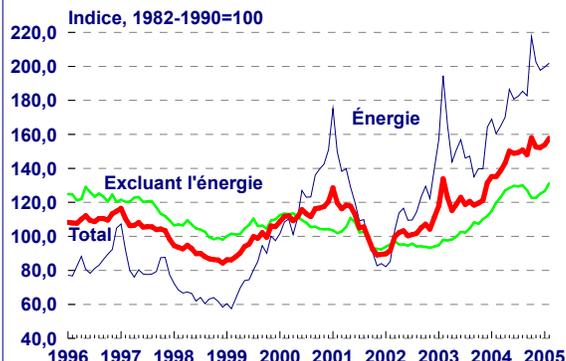
L'inflation ralentit encore et s'établit à 2,0 % en janvier...

- En glissement annuel, l'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 2,0 % en janvier par rapport à 2,1 % en décembre. La progression des prix de l'essence s'est faite moins vive, passant de 12,1 % en décembre à 8,6 % en janvier. À l'exclusion de l'énergie, l'inflation s'est fixée à 1,5 % en janvier contre 1,6 % en décembre sous l'effet de la modération de la hausse du coût de remplacement par le propriétaire et des primes d'assurance de propriétaire ainsi que du prix des automobiles.
- Le taux d'inflation a diminué dans toutes les provinces, sauf en Colombie-Britannique, où il est passé à 2,3 %.
- D'un mois à l'autre et selon des données désaisonnalisées, l'IPC a fléchi de 0,1 % en janvier après être resté stable en décembre.
- D'une année à l'autre, la croissance des prix des produits de base s'est établie à 16,7 % en février contre 13,8 % en janvier. L'inflation des prix de l'énergie est passée de 18,1 % à 25,9 % en février. D'un mois à l'autre, les prix des produits de base ont augmenté de 2,5 % après s'être accrus de 0,9 % en janvier. À l'exclusion de l'énergie, les prix des produits de base ont progressé de 3,8 % par rapport à janvier. Il s'agit de la plus forte hausse mensuelle en un an.

...et l'inflation selon l'indice de référence passe à 1,6 %

- L'inflation selon l'indice de référence, qui exclut les huit composantes les plus volatiles de l'indice et les impôts indirects, est passée de 1,7 % en décembre à 1,6 % en janvier, ce qui est inférieur au point médian de la fourchette cible officielle (1 % à 3 %).

Prix des produits de base (\$US)



Prix à la consommation

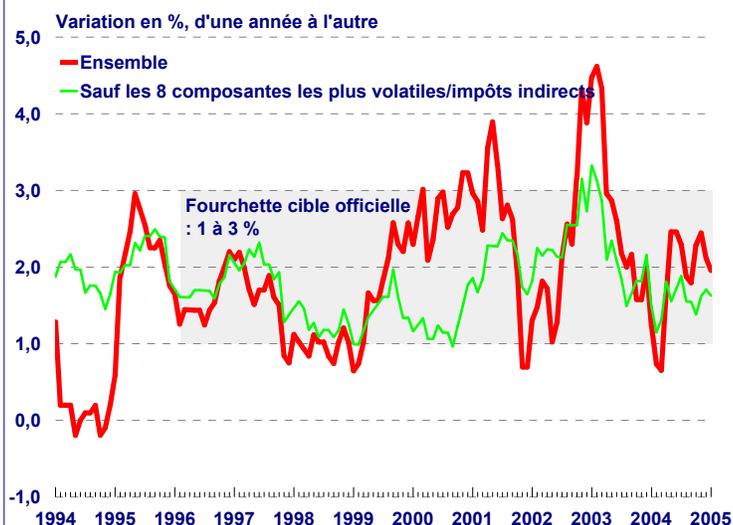
Janvier 2005

	Variation en % depuis		
	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
IPC - Ensemble	125,3	-0,1	2,0
Alimentation	126,8	-0,3	2,5
Logement	122,4	0,1	3,1
Dépenses du ménage	115,3	0,0	0,3
Habillement et chaussures	100,0	-0,8	-2,2
Transport	146,3	0,3	2,9
Santé et soins personnels	119,0	-0,1	1,1
Loisirs, formation et lecture	125,5	-1,1	0,2
Alcool et tabac	145,1	0,4	3,1
Sauf 8 composantes plus volatiles et impôts ind.	125,1	-0,1	1,6
Énergie	149,1	1,2	7,3

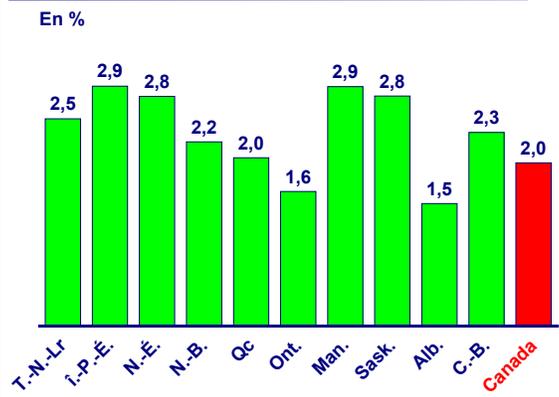
Prix des produits de base (février 2005)

Indice, 1982-1990=100	157,7	2,5	16,7
Excluant l'énergie	131,3	3,8	9,5
Énergie	201,9	1,2	25,9

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Janvier 2005





Taux d'intérêt à court et à long terme

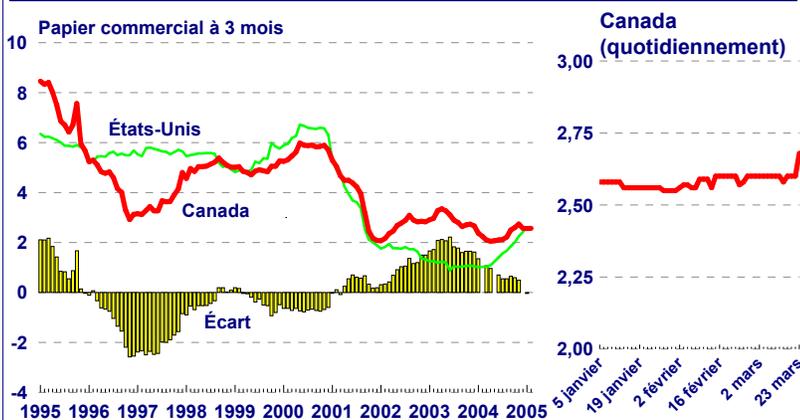
Le taux à court terme aux États-Unis augmente à nouveau en mars...

- Le 1er mars, la Banque du Canada a laissé à 2,5 % son taux cible du financement à un jour, puisque l'évolution de la situation depuis la livraison de janvier de sa *Mise à jour du Rapport sur la politique monétaire* laisse supposer que la faible inflation et la croissance économique modérée se poursuivront encore un certain temps. Par contre, les nouvelles données montrant des pressions inflationnistes aux États-Unis ont incité, en partie, la Réserve fédérale à majorer de nouveau son taux des fonds fédéraux le 22 mars. Depuis juin 2004, la Réserve fédérale a majoré de 175 points de base son taux des fonds fédéraux, faisant passer celui-ci à 2,75 %.
- Les taux canadiens à court terme sont restés stables à 2,6 % de la mi-février à la mi-mars. Entre-temps, les taux américains ont augmenté constamment, passant de 2,7 % le 15 février à 3,0 % le 21 mars, et l'écart négatif entre les taux au Canada et aux États-Unis s'est creusé, passant d'environ -10 points de base à -35 points de base.

...et les rendements à long terme nord-américains se redressent un peu

- Certains signes de pressions inflationnistes, attribuables en partie à la hausse des cours du pétrole ces dernières semaines, ont contribué à faire monter les taux à long terme depuis qu'à la mi-février, le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, a qualifié « d'énigme » le faible rendement des obligations à long terme. Aux États-Unis, les rendements des obligations à dix ans se sont établis à 4,53 % le 21 mars, soit plus de 55 points de base de plus qu'au 9 février. De même, les rendements au Canada ont augmenté de 27 points de base par rapport au récent creux de février pour se fixer à 4,38 % le 21 mars, et l'écart entre les rendements à long terme se situait environ à -15 points de base contre 2 points de base à la mi-février.
- Les taux hypothécaires sont restés stables en mars. Le taux à un an s'est établi à 4,80 % le 16 mars, et le taux à cinq ans, à 6,05 %.

Taux d'intérêt à court terme

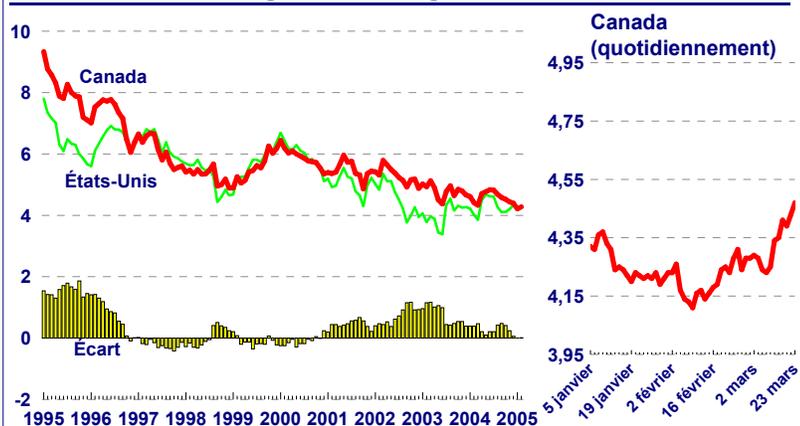


Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 3 mois	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
2003	2,66	1,62	4,66	0,39
2004	2,57	N/D	4,39	0,06
Septembre	2,50	0,65	4,58	0,48
Octobre	2,60	0,59	4,52	0,41
Novembre	2,74	0,49	4,44	0,24
Décembre	2,57	N/D	4,39	0,06
Janvier	2,56	-0,04	4,21	0,00
Février	2,57	N/D	4,28	0,01
23 mars *	2,68	-0,31	4,47	-0,14

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains. *Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.

Rendement des obligations à long terme



Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux directeur	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
2003	2,75	4,50	4,75	6,45
2004	2,50	4,25	4,80	6,05
Septembre	2,25	4,00	4,80	6,30
Octobre	2,50	4,25	4,90	6,40
Novembre	2,50	4,25	5,00	6,30
Décembre	2,50	4,25	4,80	6,05
Janvier	2,50	4,25	4,80	6,05
Février	2,50	4,25	4,80	6,05
23 mars *	2,50	4,25	4,80	6,05

*Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.



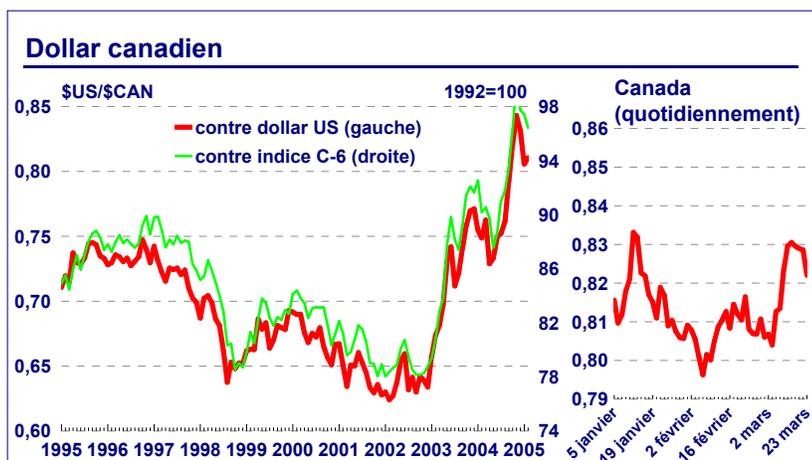
Taux de change et marchés boursiers

Le dollar canadien se redresse en mars

- Le dollar canadien a gagné 3,8 % par rapport à son récent creux du 7 février (79,6 cents US) pour clôturer à 82,6 cents US, le 21 mars, en dépit de l'écart négatif toujours croissant entre les taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis. La hausse est surtout attribuable à la faiblesse du dollar américain. De plus, la progression des cours du pétrole ces dernières semaines a soutenu un peu le huard.
- Le dollar canadien s'est apprécié par rapport à l'euro et au yen japonais ces dernières semaines. Du 1er au 21 mars, notre devise a gagné 2,7 % face à l'euro et 3,3 % face au yen.

Les indices boursiers nord-américains reculent quelque peu dans le sillage de la hausse des taux d'intérêt à long terme

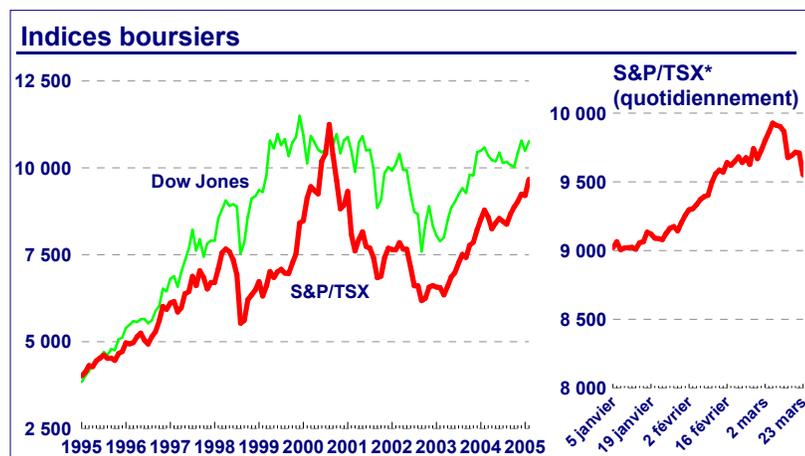
- Le S&P/TSX a clôturé à 9 694 points le 21 mars, en baisse de 2,3 % par rapport au 4 mars (9 927 points), mais à peu près la même chose qu'à la mi-février. La plupart des sous-indices ont progressé en février, ceux de l'énergie, des métaux et des mines, des matériaux et de la finance affichant les gains mensuels les plus importants.
- Le Dow Jones a terminé la séance du 21 mars à 10 565 points contre 10 941 points, le 4 mars. Il s'agit du plus faible résultat depuis le 1er février. La hausse des rendements des obligations à long terme a contribué à modérer l'élan haussier sur le marché des actions.



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	\$CAN c. EURO	Yen c. \$CAN
2003	0,7713	91,65	1,628	82,86
2004	0,8319	97,74	1,629	85,27
Septembre	0,7926	93,52	1,569	87,21
Octobre	0,8210	96,36	1,559	86,88
Novembre	0,8432	99,92	1,577	86,76
Décembre	0,8319	97,74	1,629	85,27
Janvier	0,8057	97,41	1,618	83,49
Février	0,8107	96,40	1,633	84,75
23 mars *	0,8220	98,53*	1,579	87,21

*Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - février	le mois dernier	l'an dernier
S&P/TSX	9 668	5,0	10,0
Énergie	236	12,3	40,9
Métaux et mines	320	22,2	38,8
Services publics	164	-2,4	7,6
Matériaux	175	9,4	12,5
Produits industriels	79	2,2	1,2
Services financiers	157	4,1	11,6
Or	208	5,6	-1,3
Télécommunications	76	1,9	11,9
Technologies de l'information	28	-6,2	-20,4
Consommation discrétionnaire	95	1,8	5,8
Consommation de base	204	2,1	15,7
S&P 500	1 203,6	1,9	5,1
Dow Jones	10 766	2,6	1,7



Tendances de l'économie américaine

La croissance économique et la productivité du travail du quatrième trimestre sont révisées à la hausse

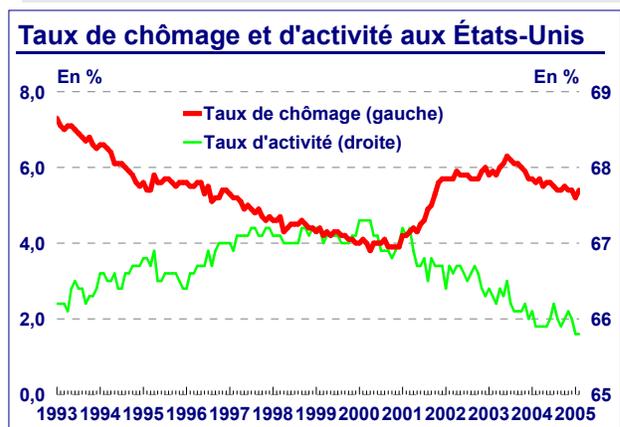
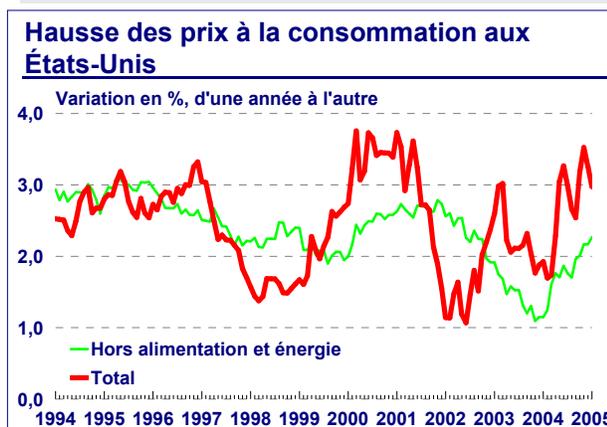
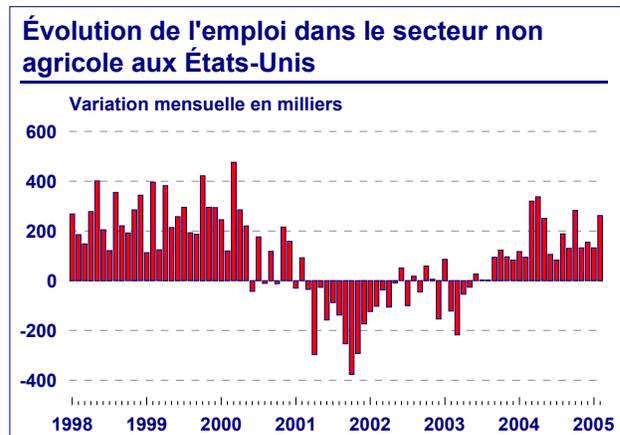
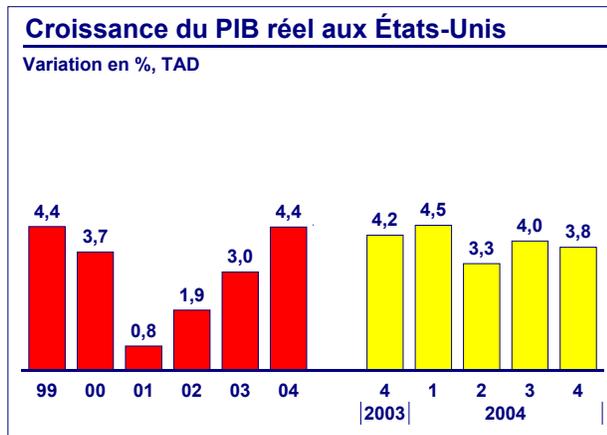
- Selon les estimations provisoires, le produit intérieur brut (PIB) réel a progressé à un taux annuel de 3,8 % au quatrième trimestre, soit 0,7 point de pourcentage de plus que ce qui avait été prévu dans les estimations anticipées. Les exportations, les stocks et les investissements fixes des entreprises ont été révisés à la hausse. De plus, la productivité du travail du secteur des entreprises a avancé de 3,7 % au quatrième trimestre, soit 1,2 point de pourcentage de plus que ce qu'affichaient les estimations anticipées. Par ailleurs, la productivité des entreprises non agricoles s'est accrue de 2,5 % comparativement aux estimations anticipées (0,8 %). En 2004, la productivité du travail du secteur des entreprises et du secteur des entreprises non agricoles a augmenté de 4,0 %.

L'emploi progresse vivement en février...

- En février, 262 000 emplois se sont ajoutés aux effectifs des entreprises non agricoles, qui avaient enregistré des gains moyens de 140 000 emplois durant les trois mois précédents. La hausse a surtout été importante dans les services professionnels et les services aux entreprises ainsi que dans le secteur public. Le taux de chômage est passé de 5,2 % en janvier à 5,4 % en février en raison d'une hausse de la population active.

...et les indicateurs récents sont favorables à une croissance soutenue

- En janvier, les expéditions des fabricants de biens durables et de biens non durables se sont accrues de 1,1 % et de 1,8 %, respectivement. Il s'agit des plus hauts niveaux observés depuis la première publication de ces données en 1992.
- L'indice de l'Institute of Supply Management (ISM) pour le secteur de la fabrication a régressé en février pour se situer à 55,3 contre 56,4 le mois précédent, alors que l'indice pour le secteur autre que de la fabrication a augmenté pour se fixer à 59,8. Selon l'ISM, cette évolution va de pair avec une croissance du PIB réel de 4-5 % au premier trimestre.



Source : Bureau of Economic Analysis et Bureau of Labor Statistics des États-Unis.

Investissements dans les machines et le matériel

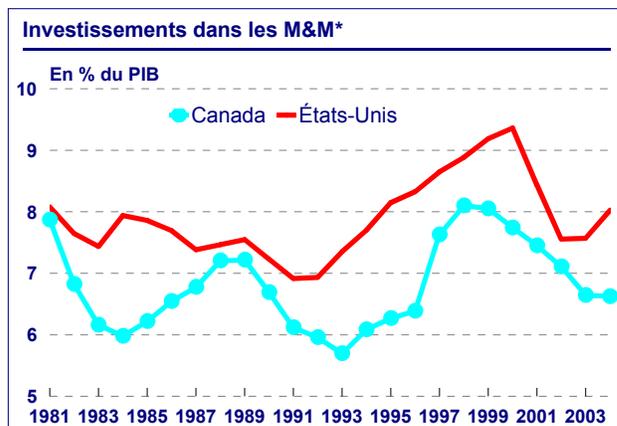
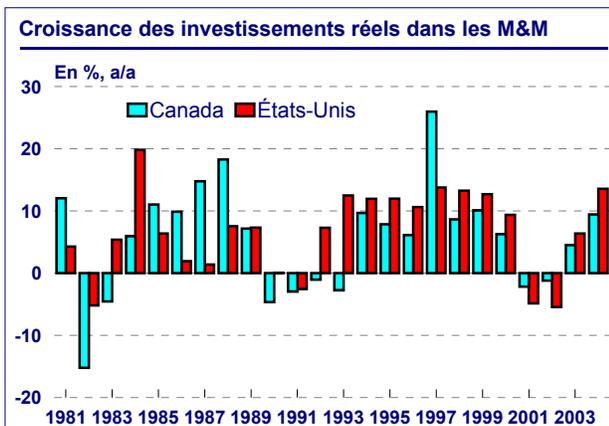
Les investissements dans les machines et le matériel augmentent fortement en 2004 dans la foulée de la hausse des bénéfices...

- Les investissements réels dans les machines et le matériel (M&M) se sont accrus de 9,4 % en 2004, à la faveur de la hausse des bénéfices, de la baisse des prix des M&M et des taux élevés d'utilisation de la capacité industrielle. Les investissements dans les M&M ont augmenté encore plus rapidement aux États-Unis (13,5 %). Ainsi, le ratio des investissements dans les M&M au PIB s'est redressé pour passer à 8,0 % aux États-Unis, alors qu'il est resté à 6,6 % au Canada. De 1981 à 2004, le ratio a été plus élevé aux États-Unis qu'au Canada, s'établissant en moyenne à 7,9 % et à 6,8 %, respectivement. Par contre, le ratio des investissements dans les structures non résidentielles au PIB est généralement plus élevé au Canada. En 2004, le ratio se situait à 4,2 % au Canada contre 2,4 % aux États-Unis, soit légèrement en-dessous de la moyenne observée de 1981 à 2004. Ces tendances témoignent, en grande partie, des différences structurelles entre les deux pays ainsi que des facteurs qui influent sur le coût du capital tels que les impôts, la réglementation des produits, les marchés du travail et les taux d'intérêt réels.
- De récentes études ont mis l'accent sur les raisons de l'écart au chapitre des investissements et les conséquences pour le Canada. Selon un document de recherche publié par le ministère des Finances en 1997* le sous-investissement dans les M&M au Canada par rapport aux États-Unis pourrait s'expliquer notamment par le coût plus élevé du capital attribuable aux taux d'intérêt réels plus élevés et une structure fiscale désavantageuse. Dans un document de Someshwar Rao et al **, on estime que l'écart au chapitre de l'intensité du capital a représenté au moins 12 % de l'écart de productivité entre les entreprises au Canada et aux États-Unis en 2000. De plus, dans une récente étude***, l'Institute for Competitiveness & Prosperity estime que l'écart au chapitre des investissements est responsable, en partie, de l'écart au chapitre du revenu réel par habitant entre le Canada et les États, écart qui s'est creusé, passant de 1 800 \$ en 1981 à 7 200 \$ en 2003.

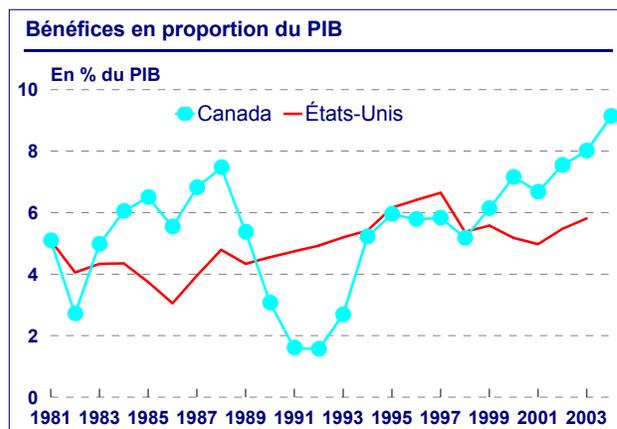
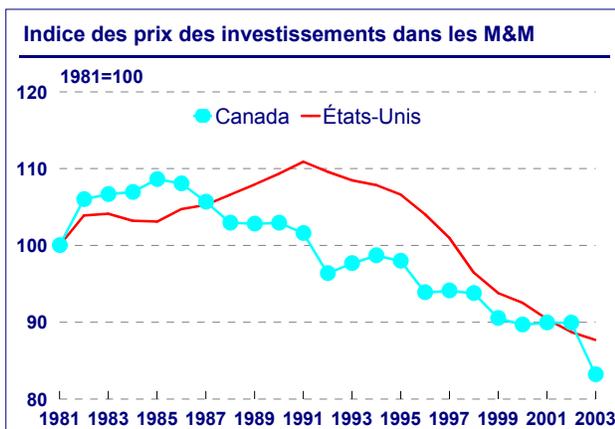
* Ministère des Finances, *Les impôts, le coût du capital et l'investissement : comparaison entre le Canada et les États-Unis*, 1997.

** Rao, Someshwar, Jianmin Tang et Weimin Wang, *Observateur international de la productivité*, automne 2003.

*** Institute for Competitiveness & Prosperity : *Realizing Canada's prosperity potential*, janvier 2005.



Selon les Comptes nationaux, PIB aux prix du marché.



Investissements dans les machines et le matériel

...et les perspectives sont favorables à la poursuite de cet élan des investissements

- Selon le rapport Consensus Forecasts de mars, les investissements réels dans les M&M au Canada devraient augmenter de 10,5 % en 2005 et de 8,6 % en 2006. Aux États-Unis, les investissements des entreprises devraient croître de 10,1 % en 2005 et de 7,5 % en 2006. La vigueur soutenue de la croissance des investissements reflète, en partie, la hausse des bénéfices des entreprises et les taux élevés d'utilisation de la capacité. En 2004, les bénéfices après impôts des entreprises, en proportion du PIB, ont atteint un sommet inégalé de 9,1 % au Canada.
- Selon l'enquête de 2005 de Statistique Canada intitulée Investissements privés et publics au Canada, le total des investissements (y compris le logement) devrait augmenter de 6,0 % pour passer à 258,6 milliards de dollars en 2005 après avoir crû de 8,5 % en 2004. À l'exclusion du logement, qui devrait rester stable en 2005, on prévoit que les investissements progresseront de 8,4 % pour se fixer à 188,3 milliards de dollars en 2005 après avoir avancé de 6,4 % en 2004. Cela s'explique par la croissance de la construction non résidentielle (10,2 %, à 88,5 milliards de dollars) et des M&M (6,9 %, à 99,8 milliards).
- Les industries n'augmentent pas toutes leurs investissements dans les M&M au même rythme. Le taux de croissance des investissements dans les M&M va de 17,3 % pour le secteur de la fabrication à une baisse de 9,4 % pour les services d'enseignement. Parmi les industries qui prévoient diminuer leurs investissements dans les M&M, les M&M représentent une petite partie des investissements en capital des services d'enseignement, et la baisse de 7,7 % des investissements dans les M&M des services professionnels, scientifiques et techniques fait suite à une hausse de 14,2 % enregistrée en 2004.
- L'industrie de l'extraction non conventionnelle du pétrole explique, en partie, l'augmentation des investissements dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière puisque les prix élevés ont permis la mise en oeuvre de nombreux projets. De plus, le renchérissement de l'énergie se reflète dans les investissements dans les M&M du secteur de la fabrication : durant les dix dernières années, les investissements dans les M&M des raffineries ont représenté 5,3 % des investissements dans les M&M du secteur de la fabrication tandis que, de 2003 à 2005, ils ont représenté 10,7 %.
- Les hausses les plus importantes devraient être observées en Ontario (+8,8 %, soit 3,3 milliards de dollars) et en Colombie-Britannique (7,5 %, soit 700 millions de dollars). L'Alberta et le Québec, qui devraient augmenter leurs investissements dans les M&M d'environ 600 millions de dollars, arrivent au troisième et au quatrième rangs.
- Des niveaux élevés d'investissements dans les M&M au Canada sont prévus pour les deux prochaines années dans le sillage de la hausse des bénéfices, de la baisse des prix des M&M et des pressions à accroître la productivité exercées par les concurrents.

Récentes dépenses en capital - M&M, industries choisies

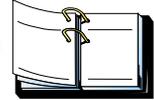
	Niveau (en milliards de \$ constants)			Croissance (en %)	
	2003	2004*	2005**	2003-2004	2004-2005
Total.....	88,1	93,4	99,8	6,0	6,9
Agriculture, foresterie, pêche et chasse.....	3,1	3,1	3,2	-1,3	3,6
Extraction minière, pétrolière et gazière.....	5,8	6,2	6,8	6,2	10,7
Services publics.....	3,8	4,2	4,7	12,2	12,1
Construction.....	3,3	3,5	3,6	6,9	3,2
Fabrication.....	16,6	16,9	19,9	1,7	17,3
Commerce de gros.....	3,0	3,3	3,4	9,4	3,6
Commerce de détail.....	3,8	4,0	4,0	5,5	0,6
Transport et entreposage.....	6,6	6,9	7,4	3,9	7,1
Information et culture.....	5,8	6,7	6,8	15,7	1,7
Finance et assurances.....	12,4	13,6	14,8	9,8	9,1
Serv. imm. et serv. de location et de loc. à bail.....	7,9	8,2	8,5	4,0	4,0
Services prof., scientifiques et techniques.....	2,9	3,3	3,1	14,2	-7,7
Services d'enseignement.....	1,9	1,8	1,6	-4,8	-9,4
Soins de santé et assistance sociale	2,2	2,6	2,7	18,0	1,1
Administrations publiques.....	4,9	4,8	5,0	-2,8	4,5

*Données provisoires.

**Perspectives.

Nota : Les pourcentages ont été calculés avec des chiffres non arrondis.

Source : Statistique Canada, ministère des Finances (Canada), Bureau of Economic Analysis (États-Unis).



CANADA

Indice des prix à la consommation - Février	23 mars
PIB réel par industrie - Janvier	31 mars
Enquête sur la population active - Mars	8 avril
Annonce concernant le taux directeur de la Banque du Canada	12 avril
Commerce international de marchandises - Février	12 avril
Enquête sur le secteur de la fabrication - Février	15 avril
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 1er trimestre 2005	26 mai
Balance des paiements internationaux - 1er trimestre 2005	30 mai
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 1er trimestre 2005	31 mai

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Février	23 mars
PIB - 4e trimestre 2004, données finales	30 mars
Situation de l'emploi - Mars	1er avril
Commerce international des biens et services - Février	12 avril
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	3 mai

Nota : Les IEM de mars 2005 sont fondés sur les données connues au 21 mars 2005.